

BARTHÉLÉMY, Gérard et GIRAULT, Christian (sous la direction de). *La République haïtienne. État des lieux et perspectives*. Paris, Karthala-ADEC, 1993, 488p

Antoine Ambroise

Volume 25, numéro 4, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703403ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703403ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ambroise, A. (1994). Compte rendu de [BARTHÉLÉMY, Gérard et GIRAULT, Christian (sous la direction de). *La République haïtienne. État des lieux et perspectives*. Paris, Karthala-ADEC, 1993, 488p]. *Études internationales*, 25(4), 842–846. <https://doi.org/10.7202/703403ar>

ont prêté attention à la cohésion et ont retenu des textes présentant fort bien les théories et leur évolution. Il est également intéressant d'y retrouver certaines analyses critiques qui apportent un éclairage différent. À cela s'ajoutent les brèves présentations qui introduisent les chapitres et permettent de faire le lien entre eux.

Ce livre constitue donc un excellent guide pour quiconque s'intéresse à la question des inégalités entre les pays riches et le tiers-monde. À l'étudiant, il offre une bonne introduction aux théories du développement alors qu'au chercheur, il permet une révision des travaux publiés sur ce thème depuis une cinquantaine d'années. Évidemment, on pourra toujours déplorer l'absence de certains textes importants, mais il reste que, selon nous, les articles retenus présentent très bien les principales forces et faiblesses des théories. L'ouvrage met ainsi en lumière diverses avenues de recherche et montre comment on peut tirer parti des travaux antérieurs.

Claude GOULET

Département de science politique
Université Laval, Québec

AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES

La République haïtienne. État des lieux et perspectives.

BARTHÉLÉMY, Gérard et GIRAULT,
Christian (sous la direction de). Paris,
Karthala-ADEC, 1993, 488p.

Présenter un ouvrage issu d'un colloque, qui s'était donné pour mission de «faire le point» sur la situation haïtienne depuis la chute de J.-C. Duvalier, le 7 février 1986, et de dé-

gager des perspectives dans la foulée des élections du 16 décembre 1990 et du 7 janvier 1991, à travers quarante-quatre exposés suivis de débats où certaines interventions, par leur longueur et la richesse de leur contenu, font figure de mini-exposés, est une mission sinon impossible, du moins délicate pour celui qui entend relever ce défi. Il risque, en effet, de se créer des inimitiés, forcé qu'il est de faire des choix pour respecter les exigences qui lui sont imposées.

Disons, d'entrée de jeu, que cet ouvrage a les défauts et les qualités des actes de colloque et des ouvrages collectifs : manque de fil conducteur et de cadre d'analyse intégrateur, regroupement *a posteriori* de textes à la recherche d'une certaine cohérence qui ne va pas toujours de soi ; répétition des faits et redondance des analyses, d'une part et, d'autre part, richesse et diversité des points de vue, des approches et des méthodes, brèves analyses sur des thèmes précis pour le lecteur qui n'a pas le temps de se plonger dans de longues et fastidieuses exégèses, volonté très clairement affirmée de faire le tour du jargon, de faire œuvre complète.

L'ouvrage comprend onze chapitres regroupés en cinq parties précédées d'une introduction, sous la signature des deux directeurs, qui campe la République haïtienne à travers son histoire, sa géopolitique, ses relations tourmentées et combien inégales avec l'ancienne métropole et dans son originalité, sa singularité même qui ne laisse personne indifférent.

La première partie, comme il fallait s'y attendre, s'intéresse aux *Fondements d'une nation*. Yves Bénot (*Le*

compromis historique de Toussaint Lacroiture) et Jean Casimir (*Histoire de l'État et histoire de la nation*) essaient de faire revivre *L'histoire au présent* (ch. 1). Une idée force relie ces deux textes : depuis l'abolition de l'esclavage à Saint-Domingue jusqu'à nos jours, la majorité des individus en Haïti et dans l'espace Caraïbe n'ont pas encore acquis la citoyenneté pleine et entière. Gilles Danroc et William Smarth, dans *Religions et société* (ch. 2) ont fait la démonstration du rôle de l'État, de l'Armée et de l'Église dans le maintien de cet état de fait. La revendication fondamentale du peuple haïtien a trouvé un écho dans la théologie de la libération et un tremplin dans le mouvement des Ti-legliz qui ont conduit à l'avènement d'un prêtre catholique – J.B. Aristide – à la tête de l'État. On se serait attendu à une présentation en bonne et due forme de la religion vaudou dans ce chapitre. Heureusement que cet oubli a été compensé au moment du débat par les judicieuses interventions de Vernet Larose et de Guy Maximilien.

La deuxième partie de l'ouvrage – *Communication et savoirs* – tente de faire le point sur *Les langues* (ch. 3) et *l'Éducation* (ch. 4). Les exposés sur les langues exclusivement consacrés au créole s'ouvrent sur des considérations très techniques de géographie linguistique par Dominique Fattier, se poursuivent par la recherche et l'affirmation d'un nouveau statut et de nouveaux rôles pour le créole haïtien (Jeannot Hilaire) et s'achèvent par une analyse de Martin-Luc Bonnardot qui retrace l'évolution des prises de parole par les jeunes et relève l'impact de textes écrits en créole depuis février 1986. Ce chapitre laisse sur sa faim celui qui a un tant soi peu réflé-

chi sur la complexité du problème linguistique en Haïti caractérisée par la domination du français, langue d'une minorité, sur le créole et l'émergence de l'anglais comme langue des affaires. Ces problèmes ont à peine été esquissés lors du débat. Quant au chapitre sur l'éducation, l'état des lieux reste à faire. Le texte de Paul Cozigon (*Quelle école pour Haïti?*) est un point de départ intéressant en ce qui a trait à l'enseignement primaire et secondaire. Les réflexions de Michèle Pierre-Louis sur *l'éducation populaire* et les propos de Frantz Grandoit sur la *Mission Alpha* ne manquent pas d'intérêt en tant que cas d'espèce. Bien des secteurs de l'éducation sont restés dans l'ombre (la formation professionnelle des jeunes, l'enseignement supérieur...) et des problèmes fondamentaux ont été à peine signalés (prolifération anarchique du privé à tous les niveaux, concentration des établissements d'enseignement à Port-au-Prince, faillite de l'État en cette matière...).

Dans la troisième partie intitulée *Les espaces du politique*, nous pénétrons dans le noyau dur de l'œuvre avec quinze exposés sur les quarante-quatre. Le chapitre 5 qui traite de la *politique intérieure* (avec en sous-titre : *La transition démocratique difficile*) réunit, à mon avis, les meilleures contributions de l'ouvrage. Claude Moïse ouvre le bal en nous proposant une fine analyse de *La Constitution de 1987 et l'évolution politique*. Après avoir démontré la rupture provoquée par cette constitution avec l'hégémonie présidentielle traditionnelle où prédominant un modèle à la fois autoritaire et autocratique, il dissèque le nouveau régime proposé qui consacre, cette fois, la puissance parlementaire, éva-

lue sa praticabilité et examine les conditions de sa mise en œuvre. C'est un texte que tous ceux qui aspirent à diriger le pays devraient lire avec attention. Michel Soukar et Elliott Roy maintiennent le rythme en braquant les projecteurs sur l'armée d'Haïti. Le premier brosse le portrait de cette institution au fil des ans, de 1804 à 1991, et le second n'a pas de peine à nous convaincre de l'inutilité de cette institution qu'il convient de dissoudre pour le plus grand bien du pays. Dans *Le discours duvaliériste après les Duvalier*, Gérard Barthélémy, à la suite d'une analyse de contenu d'un segment de la presse locale, fait le constat de la permanence de l'idéologie duvaliériste entre 1986 et décembre 1990. Il cède la parole à Michel-Rolph Trouillot (*État et duvaliérisme*), à Cary Hector (*Anti-duvaliérisme et demande de démocratie*) et à Franklin Midy (*Changement et transition*) qui tous les trois proposent leur propre lecture de la transition vers la démocratie en Haïti. Si la construction de la démocratie exige, selon Trouillot, un État de droit et un contrat social, Hector insiste sur le caractère exceptionnel et fragile de cette construction tandis que Midy élargit le débat en précisant le rôle de cinq grands acteurs institutionnels et collectifs dans cette transition : l'Église catholique, la résistance populaire, la tutelle étrangère, l'opposition étrangère et la réaction duvaliériste. Pour une variation sur le même thème, le texte de Gérard Pierre-Charles (*Fondements sociologiques de la victoire de J.B. Aristide*) démontre avec conviction que la victoire d'Aristide est la conséquence logique des processus socio-évolutifs de la période de transition. En fin de chapitre, Greg Chamberlain (*Le Héros*

et le pouvoir) agit en trouble-fête en présentant un bref bilan «assez dur, même brutal» et combien réaliste de la situation au début du mandat d'Aristide. L'administration publique haïtienne est la grande absente de ce chapitre. Son influence en tant que facteur de blocage au changement est, à mon point de vue, assez grande pour justifier un traitement spécifique de celui de l'État considéré dans sa globalité.

Le chapitre sur la *politique extérieure* (ch. 6), après une trop brève incursion de Bérard Cénatus et de Jacky Dahomey sur les représentations que l'on avait d'Haïti et des Haïtiens et des effets des récents événements sur ces représentations, est consacré à l'analyse des relations actuelles entre la République dominicaine et Haïti (Ruben Silié), des relations entre les États-Unis et Haïti (Patrick Bellegarde-Smith et, en partie, Jean-Claude Fignolé), des réseaux politiques internationaux (Marie Duflo) et des perceptions de la situation haïtienne par Paris (Alfred Siefer-Gaillardin). Il reste à explorer les relations d'Haïti avec des partenaires autres que Français, Américains et Dominicains et à élaborer une politique étrangère qui saura faire le tri, pour reprendre l'heureuse expression de Marie Duflo, entre ingérence et solidarité.

La quatrième partie – *Richesse et pauvreté* – débute par un hommage combien mérité au professeur Paul Moral par Christian Girault qui a signalé avec à-propos sa contribution inestimable au développement des connaissances sur Haïti et surtout sur le paysan haïtien. Trois chapitres abordent le problème de la pauvreté plutôt que celui de la richesse en Haïti.

Christian Girault, Giovanni Caprio et Jean Crusol analysent *la crise économique* (ch. 7) dans laquelle le pays est plongé depuis 1970 et plus particulièrement depuis la dernière décennie. Tous les indicateurs économiques sont passés au rouge et c'est un euphémisme de parler de la position d'Haïti dans l'économie mondiale. Ce chapitre avec celui sur la politique intérieure sont les plus percutants de cet ouvrage. Le chapitre huit aborde l'épineux problème des structures agraires. *Les conditions économiques et sociales de la production agricole* sont mises à nu par Marc Dufumier tandis que Jean-André Victor et Michèle Oriol (*la réforme agraire à l'envers et la mauvaise gestion des terres de l'État*), en dépit de leur apparente contradiction, nous font prendre conscience de la difficulté d'entreprendre et de réaliser une réforme agraire dans ce pays. Pour clore le chapitre, Doryane Hermel-Torres et Pierre-Jean Roca proposent d'aller au-delà des agrégats macro-économiques et des comptes nationaux pour présenter un *bilan prospectif d'une agriculture de survie* en se basant sur sa principale force : l'extraordinaire résilience de cette agriculture. Dans *urgence sociale et assistance étrangère* (ch 9), Ernest Barbot tente d'esquisser un système de santé pour tous tandis que Roca et Hermel-Torres reviennent à la charge avec un texte qui ne manque pas de pertinence sur l'aide humanitaire à remettre en question et André Jacques explore le *rôle ambigu mais nécessaire* des organisations non gouvernementales (ONG). Ses propos sur les effets pervers de l'action des ONG appellent à la méditation.

Enfin la cinquième partie consacrée aux *champs culturels*. Tous ceux qui ont souffert de la dictature en

Haïti se rappelleront avec Gérard Bloncourt (*Haïti couleur, Haïti douleur*) de la disparition qui d'un ami, qui d'un frère de sang, qui d'un frère de combat. On lira avec émotion la dithyrambe de l'auteur à son ami Jacques Stephen Alexis «porté disparu quelque part dans le nord-ouest du pays». Dans les deux derniers chapitres, les auteurs essaient de couvrir les *champs culturels*. Vaste entreprise ! *Arts et littérature* (ch 10) regroupe des textes dont certains exigeraient l'œil de l'expert. Daniel Maximin (*La littérature «une île lumineuse dans la nuit noire de la silencieuse nuit»*) nous révèle le destin inextricablement lié de la littérature et de la politique en Haïti. Jean Marie Drot (*Création et peinture*) n'hésite pas à faire étalage de son amour de la peinture haïtienne que Michel-Philippe Lerebours (*la situation actuelle de la peinture*) préfère décrire avec réalisme et jugement tempéré. *Le musée haïtien : passé, présent et perspectives* sous la signature de Gérard Alexis rend compte de la situation précaire de ce lieu de culture et Léon-François Hoffman revêt l'habit de l'iconoclaste pour démontrer que la cérémonie du Bois-Caïman, considérée par tous les haïtiens comme le point de départ de la révolution saint-dominguaise, n'est pas un événement historique, mais un mythe. À le lire, on croirait que rien n'est plus facile que d'établir une nette démarcation entre ces deux ordres de phénomène. Dans *la diffusion de l'écrit* (ch 11), Yannick Lahens n'hésite pas à faire *la promotion du livre et de l'écrit*, même si, reconnaît-elle, «très peu d'actes de communication en Haïti exigent une connaissance ou une maîtrise de l'écrit» et Jean Michel Caroit constate que la participation de la presse au débat pour la démocratie

n'a pas toujours été facile : muselée sous Papa Doc, elle jouera un rôle déterminant dans la chute de Bébé Doc pour se présenter, le 7 février 1986, comme le symbole de la libération avant d'être, sous les généraux Namphy et Avril, la cible principale de la répression.

Au terme de la lecture de cet ouvrage issu de cette rencontre franco-haïtienne, sous l'égide de l'Association dialogue entre les cultures (ADEC) de Paris, on ne peut s'empêcher de faire le constat de la place prépondérante de la politique dans la société haïtienne. Il est vrai que le colloque s'est tenu à un moment (28 février au 2 mars 1991) où le pays était à la croisée des chemins : victoire décisive de Jean-Bertrand Aristide dans un contexte de grande fragilité institutionnelle et de refus de certains acteurs d'accepter le verdict des urnes ; espoirs, attentes et revendications légitimes de la majorité des Haïtiens dans une situation de grande pénurie ; fragile démarrage d'un gouvernement dans un contexte de crise quasi généralisée ! Tout cela transparait dans les exposés et dans les propos des participants lors des débats.

Les actes de ce troisième colloque, après ceux du premier tenu à Montréal en 1970 (*Culture et développement en Haïti*, Leméac 1972) et ceux du second au Wisconsin en 1982 (*Haïti - Today and Tomorrow*, University Press of America, 1984), s'inscrivent désormais dans une tradition qu'il ne convient pas de rompre. Il faudra bientôt jeter les bases du quatrième colloque qui se tiendra, cette fois, à Port-au-Prince, au tout début de l'an 2000 dans la foulée des préparatifs pour la célébration du Bicentenaire

de l'indépendance. L'état des lieux de la décennie 90 associé aux matériaux rassemblés dans les colloques précédents devraient permettre de dégager de réelles perspectives pour un nouveau départ.

Antoine AMBROISE

Département de science politique
Université Laval, Québec

Cuba's Ties to a Changing World.

KAPLOWITZ, Donna Rich (dir.). Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., 1993, 275p.

Point d'intersection du duel Est-Ouest et du conflit Nord-Sud pendant trente ans, Cuba cherche depuis la fin de la guerre froide à redéfinir sa place dans un monde en transition, tout en préservant les acquis de sa révolution. Donna Rich Kaplowitz a réuni un groupe de spécialistes en science politique et en relations internationales, d'économistes et de diplomates pour photographier les premiers ajustements économiques et commerciaux de Cuba à un nouvel ordre mondial. Le développement «subventionné» par les avantages du troc sucre-pétrole avec l'URSS et l'exportation révolutionnaire cèdent désormais la place, pragmatisme oblige, au bourgeonnement d'une économie mixte et à la diversification des relations commerciales. Rédigé de façon claire et solidement ancré dans une perspective historique, cet ouvrage collectif intéressera toute personne qui suit de près l'actualité latino-américaine.

L'ouvrage se divise en quatre parties. La première est consacrée aux relations qu'entretient Cuba avec l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient. L'analyse des liens sino-cubains fait